



Séance ordinaire du vendredi 22 mars 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Jean-Philippe DACHEUX, suppléant de Jackie GALABRUN-BOULBES .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Pierre BONNAL, Rosy BUONO, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Programme d'Actions de Protection contre les Inondations (PAPI) du bassin de l'Or - 2019-2024 - Écrêtement amont sur le ru de l'Aigue-Vive à Baillargues - Demandes d'aides financières - Approbation

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 15067 du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de convention cadre entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et le Syndicat Mixte du Bassin de l'Or portant sur la définition d'un projet de Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant de l'étang de l'Or, destiné à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

Ce PAPI du bassin de l'Or pour la période 2019 à 2024 a été labellisé par la Commission Mixte Inondations (CMI) et signée par les représentants de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Hérault et du Syndicat Mixte du bassin de l'Or le 19 décembre 2018.

Au sein de l'axe 6 : « Ralentissement des écoulements », figure l'action 6.3 : « Écrêtement amont sur le ru de l'Aigue-Vive à Baillargues ».

Ce projet prévoit la réalisation d'un bassin d'écrêtement de 50 000 m³ en aval de l'autoroute A9 et en amont de la zone urbanisée de Baillargues. Il permettra de protéger 72 habitations contre une crue d'occurrence 30 ans de l'Aigue-Vive. Le coût de cette action est estimé à 2 040 000 € TTC, dont 264 000 € TTC pour les études et 1 776 000 € TTC pour les travaux.

Le plan de financement pour les études est le suivant :

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage : 20%, soit 44 000 € HT,
Union Européenne (FEDER) : 20%, soit 44 000 €,
État : 40 %, soit 88 000 €,
Région Occitanie 20%, soit 44 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges auprès des différents partenaires concernés, notamment l'État, l'Union Européenne (FEDER) et la Région Occitanie pour le financement des études relatives à cette opération,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/03/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 1 avril 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190322-74759-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.